

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N°2023-11-345

28 novembre 2023

Fixation du montant de la dotation annuelle pour le financement de la formation des demandeurs d'emploi et affectation du produit des contributions légales des employeurs pour la formation professionnelle et l'alternance reversée à France compétences au titre de l'année 2024

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6131-1 à L6131-4, L. 6331-50, L. 6331-53 L. 6331-60, L. 6331-68, R. 6123-8, R. 6123-24 à R. 6123-28 et R. 6123-31 à R. 6123-33, R. 6331-42, R. 6331-73, D. 6331-69,

Vu la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, notamment son article 121,

Vu l'ordonnance n°2021-797 du 23 juin 2021 relative au recouvrement, à l'affectation et au contrôle des contributions des employeurs au titre du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

Vu l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales et notamment son article 20,

Vu le décret n° 2022-528 du 12 avril 2022 relatif à la contribution annuelle de France compétences au centre national de la fonction publique territoriale pour les frais de formation des apprentis,

Vu le décret n° 2021-1916 du 30 décembre 2021 relatif au recouvrement, à l'affectation et au contrôle des contributions des employeurs au titre du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

Vu le Décret n° 2020-1680 du 23 décembre 2020 relatif à la formation professionnelle outre-mer et notamment son article 3,

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 décembre 2018 relatif à la gestion des contributions du particulier employeur, dans rédaction résultant de l'arrêté du 14 juin 2022,

Vu l'arrêté du 27 janvier 2020 relatif à la répartition de la contribution à la formation professionnelle des travailleurs indépendants ne relevant pas du régime agricole, des particuliers employeurs et des artistes-auteurs

Vu l'arrêté du 30 décembre 2020 autorisant l'opérateur de compétences AKTO à gérer les fonds de la formation professionnelle et de l'alternance à Mayotte, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy et à Saint-Pierre-et-Miquelon,

Après en avoir délibéré le 28 novembre 2023,

Décide

Article 1

Pour l'année 2024, le montant de la dotation annuelle pour le financement de la formation des demandeurs d'emploi est fixé à huit-cents-millions d'euros (800 000 000 €).

Article 2

Pour l'année 2024, l'affectation du produit des contributions des employeurs qui seront reversées à France compétences seront répartis selon les taux de répartition suivants :

| REPARTITION PRINCIPALE Objet Institution / Organisme bénéficiaire | Taux de répartition | Montants prévisionnels correspondants 2024 (en €) |
|--|----------------------------|--|
| Formation des demandeurs d'emploi <i>Etat</i> | - | 800 000 000 € |
| Fonctionnement et investissements <i>France compétences</i> | - | 23 738 140 € |
| Intérêts sur concours bancaires <i>France compétences</i> | - | 53 000 000 € |
| Projets de transition professionnelle <i>Transitions Pro</i> | 4,98% | 500 000 000 € |
| Conseil en évolution professionnelle <i>Opérateurs CEP</i> | 0,81% | 81 000 000 € |
| Aide au développement des compétences au bénéfice des entreprises de moins de cinquante salariés (PDC -50) <i>OPCO</i> | 5,48% | 550 000 000 € |
| Compte personnel de formation <i>CDC</i> | 15,47% | 1 551 785 107 € |
| Alternance (fonds de fonctionnement et d'investissements CFA, CNFPT, aide au permis de conduire apprentis, financement des dépenses des actions de l'alternance et péréquation interbranches) <i>Régions, CNFPT, ASP, OPCO</i> | 73,26% | 7 348 476 753 € |
| TOTAL REPARTITION PRINCIPALE | 100% | 10 908 000 000 € |

| SOUS-REPARTITION ALTERNANCE Objet Institution / Organisme bénéficiaire | Taux de répartition | Montants prévisionnels correspondants 2024 (en €) |
|---|----------------------------|--|
| Fonds de fonctionnement CFA <i>Régions</i> | - | 138 000 200 € |
| Fonds d'investissements CFA <i>Régions</i> | - | 180 097 500 € |
| CNFPT <i>CNFPT</i> | - | 10 000 000 € |
| Aide au permis de conduire apprentis <i>ASP</i> | 0,67% | 47 000 000 € |
| Péréquation interbranches <i>OPCO</i> | 48,05% | 3 373 379 053 € |
| Financement des dépenses des actions de l'alternance <i>OPCO</i> | 51,28% | 3 600 000 000 € |
| TOTAL SOUS-REPARTITION ALTERNANCE | 100% | 7 348 476 753 € |

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Courbevoie

Le 28 novembre 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N°2023-11-346

28 novembre 2023

Approbation du budget prévisionnel initial de France compétences pour l'année 2024

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-11, L.6123-6 à L.6123-8, R. 6123-6 à R. 6123-13, R. 6123-15 à R.6123-19 et R. 6123-25 à R. 6123-28,

Vu l'ordonnance n°2021-797 du 23 juin 2021 relative au recouvrement, à l'affectation et au contrôle des contributions des employeurs au titre du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

Vu l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales et notamment son article 20,

Vu le décret n° 2022-528 du 12 avril 2022 relatif à la contribution annuelle de France compétences au centre national de la fonction publique territoriale pour les frais de formation des apprentis,

Vu le décret n° 2021-1916 du 30 décembre 2021 relatif au recouvrement, à l'affectation et au contrôle des contributions des employeurs au titre du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

Vu le Décret n° 2020-1680 du 23 décembre 2020 relatif à la formation professionnelle outre-mer et notamment son article 3,

Vu l'arrêté du 14 juin 2022 relatif à la gestion des contributions du particulier employeur,

Vu l'arrêté du 27 janvier 2020 relatif à la répartition de la contribution à la formation professionnelle des travailleurs indépendants ne relevant pas du régime agricole, des particuliers employeurs et des artistes-auteurs,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2020 autorisant l'opérateur de compétences AKTO à gérer les fonds de la formation professionnelle et de l'alternance à Mayotte, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy et à Saint-Pierre-et-Miquelon,

Après en avoir délibéré le 28 novembre 2023,

Décide

Article 1

Le budget prévisionnel initial de France compétences et le compte de résultat prévisionnel pour l'année 2024, annexés à la présente délibération, sont approuvés.

Article 2

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Courbevoie

Le 28 novembre 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration



Annexes :

- 1- Budget prévisionnel initial de France compétences pour l'année 2024
- 2- Compte de résultat prévisionnel de France compétences pour 2024

Annexe 1 - Budget prévisionnel initial de France compétences pour l'année 2024

| BUDGET INITIAL 2024 DE FRANCE COMPETENCES | |
|---|--------------------------|
| RESSOURCES | 14 143 350 000 € |
| Contributions recouvrées URSSAF MSA CPS SPM | 10 908 250 000 € |
| Contributions intermittents spectacle | 66 000 000 € |
| Contributions particuliers employeurs | 17 000 000 € |
| Contributions CCCA BTP | 80 000 000 € |
| Contributions FAF TI des travailleurs indépendants | 369 000 000 € |
| Part CEP & CPF FAF des travailleurs indépendants | 48 000 000 € |
| Excédents de trésorerie | - € |
| Dotations exceptionnelles Etat | 2 362 500 000 € |
| Dotations complémentaires Report de crédits du PIC | 250 000 000 € |
| Fonds FIPU et C2P | 42 600 000 € |
| EMPLOIS | 15 180 685 840 € |
| TOTAL EMPLOIS BUDGET D'INTERVENTION | 15 103 947 700 € |
| <i>Section dédiée au financement de la formation des demandeurs d'emploi</i> | 800 000 000 € |
| <i>Section dédiée au financement des projets de transition professionnelle</i> | 500 000 000 € |
| <i>Section dédiée au financement des projets de reconversion professionnelle par utilisation du C2P et des projets de transition professionnelle financés par le FIPU</i> | 42 600 000 € |
| Projets de reconversion professionnelle C2P | 2 600 000 € |
| Projets de transition professionnelle FIPU | 40 000 000 € |
| <i>Section dédiée au financement du conseil en évolution professionnelle</i> | 81 000 000 € |
| <i>Section dédiée au financement de l'alternance</i> | 10 418 097 700 € |
| Fonds régions fonctionnement CFA | 138 000 200 € |
| Fonds régions investissements CFA | 180 097 500 € |
| Aide au permis de conduire apprentis | 47 000 000 € |
| Financements complémentaires CNFPT | 10 000 000 € |
| Péréquation inter-branches | 6 443 000 000 € |
| Financement des dépenses des actions de l'alternance | 3 600 000 000 € |
| <i>Section dédiée au financement du CPF</i> | 2 200 000 000 € |
| <i>Section dédiée au financement de l'aide au développement des compétences au bénéfice des entreprises de moins de cinquante salariés</i> | 550 000 000 € |
| <i>Section dédiée à l'affectation des financements aux fonds d'assurance-formation de non-salariés</i> | 369 000 000 € |
| <i>Section dédiée à l'affectation des financements au comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics</i> | 80 000 000 € |
| <i>Section dédiée à l'affectation des financements des intermittents du spectacle</i> | 63 000 000 € |
| <i>Section dédiée à l'affectation des financements pour le développement de la formation professionnelle et de l'alternance à Saint Pierre et Miquelon (AKTO)</i> | 250 000 € |
| TOTAL EMPLOIS FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENTS | 23 738 140 € |
| <i>Sous-section dédiée aux dépenses de fonctionnement</i> | 20 131 811 € |
| Dépenses de personnel | 9 706 487 € |
| Autres dépenses de fonctionnement | 10 425 324 € |
| <i>Sous-section dédiée aux dépenses d'investissements</i> | 3 606 329 € |
| TOTAL EMPLOIS FINANCIERS | 53 000 000 € |
| Intérêts sur concours bancaires | 53 000 000 € |
| DEFICIT PREVISIONNEL | - 1 037 335 840 € |

Annexe 2 - Compte de résultat prévisionnel de France compétences pour 2024

| Emplois | Montant (en M€) | Ressources | Montant (en M€) |
|---|--------------------|---|--------------------|
| Formation demandeurs d'emploi | 800 | Contributions recouvrées URSSAF MSA CPSSMP | 10 908 |
| Projets de transition professionnelle | 500 | Contributions intermittents spectacle | 66 |
| Dotations spécifiques C2P et FIPU | 42,6 | Contributions particuliers employeurs | 17 |
| Conseil en évolution professionnelle | 81 | Contributions CCCA BTP | 80 |
| Aide au développement des compétences au bénéfice entreprises de - de 50 salariés | 550 | Contributions FAF des travailleurs indépendants | 369 |
| Compte personnel de formation | 2 200 | Part CEP & CPF FAF des travailleurs indépendants | 48 |
| Alternance fonds régions fonctionnement | 138 | Excédents de trésorerie | 0 |
| Alternance fonds régions investissement | 180 | Dotation exceptionnelle Etat | 2 363 |
| Alternance permis de conduire apprentis | 47 | Dotation complémentaire Report de crédits du PIC | 250 |
| Alternance financements CNFPT | 10 | Fonds spécifiques C2P et FIPU | 42,6 |
| Alternance péréquation inter- branches | 6 443 | | |
| Alternance financement des dépenses des actions de l'alternance | 3 600 | | |
| Reversements contributions FAF des travailleurs indépendants | 369 | | |
| Reversements intermittents spectacle | 63 | | |
| Reversement contributions CCCA BTP part CCCA BTP et part CONSTRUCTYS | 80 | | |
| Reversement AKTO contributions SP&M | 0,25 | | |
| Fonctionnement & investissements | 24 | | |
| Intérêts sur concours bancaires | 53 | | |
| Total des emplois prévisionnels | 15 181 | Total des ressources prévisionnelles | 14 144 |
| | | Résultat prévisionnel 2024 | -1 037 |